



UNIVERSITE
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR

REVUE DE PRESSE

Éducation
Enseignement
Supérieur

RP
07 - 11
juillet
2025

L'UCAD RÉAFFIRME SON ENGAGEMENT EN FAVEUR DE LA PALESTINE ET ANNONCE UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE



Fidèle à sa vocation d'université engagée dans les combats pour la justice, la paix et la solidarité entre les peuples, l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) a réitéré ce mardi 8 juillet 2025 son soutien indéfectible au peuple palestinien.

Lors d'une rencontre marquante, le Recteur de l'UCAD, Professeur Alioune Badara Kandji, a accueilli une délégation de haut niveau conduite par Son Excellence Monsieur Coly Seck, Ambassadeur et Représentant permanent du Sénégal auprès des Nations unies, par ailleurs Président du Comité onusien pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien.

La délégation comprenait également Son Excellence Leonardo Santos Simão, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, Son Excellence Riyad Mansour, Représentant de l'État de Palestine aux Nations Unies, ainsi que Son Excellence Tarek Ladjal de l'Organisation de la Coopération islamique (OCI). Des diplomates de Malaisie, de Cuba et d'Indonésie ont également pris part à cette rencontre d'envergure.

Côté sénégalais, la délégation universitaire comprenait le Recteur, le Secrétaire général, des chefs d'établissement, le Conseiller spécial du Recteur ainsi que les directeurs centraux de l'université.

Dans son allocution, le Recteur Kandji a rappelé que l'UCAD s'inscrivait dans une tradition constante de soutien aux causes justes à travers le monde. Il a notamment évoqué le lien historique entre l'université et les luttes de libération, illustré par l'hommage rendu à Nelson Mandela en 1992, alors fait Docteur Honoris Causa de l'UCAD au plus fort de la lutte contre l'apartheid.

Dans cette même dynamique, l'université a annoncé le lancement imminent d'un projet de Conférence internationale et transdisciplinaire sur la question palestinienne, afin de contribuer, par la réflexion académique, à une paix juste et durable.

Ce geste fort de l'UCAD s'inscrit dans une volonté affirmée de participer activement aux efforts de la communauté internationale en faveur des droits inaliénables du peuple palestinien, notamment celui de vivre dans un État libre, indépendant et souverain, avec Jérusalem comme capitale.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/lucad-reaf-firme-son-engagement-en-faveur-de-la-palestine-et-annonce-une-conference-internationale>

NATIONALE

20E CONGRÈS ARIC : Les chercheurs plaident pour une circulation des savoirs et des cultures



Dakar accueille, jusqu'au 11 juillet, le 20e Congrès de l'Association internationale pour la recherche interculturelle (Aric). C'est le premier congrès de l'Aric en Afrique subsaharienne. Organisée par la faculté des Lettres et sciences humaines (FLSH) de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad), cette rencontre a pour thème "L'interculturel : entre traditions, héritages, modernités et circulations". Selon Rachid Oulahal, enseignant-chercheur à l'université de La Réunion (France) en psychologie interculturelle, ce rendez-vous d'échanges autour de la question interculturelle offre quinze symposiums, quatre conférences, trente-cinq sessions, avec la participation de vingt-deux pays et deux cent vingt-sept personnes durant quatre journées d'échanges. Il y a une variété de disciplines : les sciences de l'éducation, la psychologie, l'histoire, la géographie, les sciences de l'information et de la communication, la philosophie, les sciences du langage, etc.

La mise en visibilité des travaux du congrès sera assurée. "Des ouvrages scientifiques seront publiés", a annoncé le président de l'Aric, estimant que ce congrès est exceptionnel.

Pour sa part, le doyen de la FLSH, Pr. Alioune Badara Kandji, a insisté sur la thématique. "Je suis impressionné que notre communauté participe à établir davantage de passerelles entre les communautés, d'interconnexions entre les peuples, pour que nous puissions enfin vivre l'ordre des idéologies qu'ils voudraient proposer aux cultures et aux savoirs", a-t-il déclaré.

Pour lui, il est important, dans un monde globalisé, que des passerelles soient établies afin que les cultures puissent se rencontrer. Il a salué ainsi le dialogue des savoirs et le brassage des cultures. "La diversité des cultures nécessite une approche pluri et transdisciplinaire pour que les peuples puissent comprendre que ce que nous nommons différence n'est en fait que nos fantasmes que nous avons transformés en vérité", a soutenu Alioune Badara Kandji.

<https://www.enquete-plus.com/content/20e-congr%C3%A8s%C2%A0aric-%C2%A0les-chercheurs-plaident-pour-une-circulation-des-savoirs-et-des-cultures>

Refondation de l'enseignement supérieur sénégalais : Les 15 membres du comité de l'Antesri installés



En prélude au lancement de l'Agenda national de transformation de l'enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation (Antesri) par le président de la République au Centre international de conférences Abdou Diouf (Cicad), prévu ce 17 juillet, le ministre a procédé à l'installation des membres du comité. Cet acte intervient après la nomination des 15 membres du comité de l'Agenda national de transformation de l'enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation (Antesri) par décret présidentiel. « En ma qualité de ministre de l'Enseignement supérieur et sur les instructions du chef de gouvernement et du président, c'était de les installer ce jour, pour leur lire le décret de nomination, leur préciser les étendues et les limites des compétences qui leur sont dévolues et de leur donner la possibilité d'encadrer les concertations nationales », déclare-t-il.

Afin de mieux faire connaître l'écosystème universitaire, qui n'est pas, selon lui, très bien connu par l'opinion publique, le ministre convie la presse dans un hôtel de la place à Dakar le 15 juillet. Le but, c'est expliquer aux journalistes les enjeux autour des universités sénégalaises. « Au moment de démarrer nos concertations, je souhaite que les gens soient au même niveau d'information par rapport aux enjeux », dit-il. En effet, le ministre estime que ces assises vont servir à la refondation de l'enseignement supérieur sénégalais. « Les résultats qui seront issus de ces assises vont servir à construire les universités sénégalaises dans les 25 prochaines années. »

Le comité de pilotage est composé de 15 membres, à sa tête le Pr Bouba Diouf et trois vice-présidents, d'anciens recteurs d'université : le Pr Ramatoulaye Diagne Mbengue, le Pr Ibrahima Thioub et le Pr Lamine Gueye, et 11 autres membres, des professeurs ès qualité. Le Pr Bouba Diop se réjouit d'apporter son expertise et son savoir-faire pour le pays, dit-il, qui lui a tout donné. Pour les travaux, il se dit rassuré. « Nous sommes très rassurés aujourd'hui, puisque nous avons les éléments des termes de référence et l'agenda, et également les conditions dans lesquelles on va travailler », estime-t-il.

<https://lesoleil.sn/actualites/education/refondation-de-len-seignement-superieur-senegalais-les-15-membres-du-comite-de-lantesri-installes/>

Premier tour du bac : Un taux de réussite de 21,12% enregistré



Les résultats du premier tour du baccalauréat général sont connus depuis hier, mardi 8 juillet. Publiés par l'Office du Bac, ceux-ci confirment une tendance bien installée : celle d'un examen de plus en plus difficile à franchir pour une majorité d'élèves. D'après les chiffres, 160.154 candidats étaient inscrits cette année, toutes séries confondues. 156.050 se sont effectivement présentés aux épreuves, et 32.961 ont été déclarés admis ; soit un taux de réussite global de 21,12 % au premier tour.

Autrement dit, près de 8 candidats sur 10 n'ont pas réussi à franchir cette première étape, et 48.751 d'entre eux sont renvoyés au second tour. Le reste, soit environ 74.000 élèves, est d'ores et déjà recalé sans appel.

Selon les chiffres de l'Office du Bac, les séries littéraires concentrent plus de 131.000 inscrits ; soit environ 82 % des effectifs. La série L'1 à elle seule regroupe 40.239 candidats, loin devant les séries scientifiques, dont la S2 (23.681 inscrits) et la S1 (578). « Ce déséquilibre ancien dans l'orientation scolaire se reflète aussi dans les résultats. Si la série S2 affiche 7.708 admis, la série L'1 en compte 4.285. Le taux de réussite est donc plus faible, malgré un nombre de candidats largement supérieur », explique l'Office du Bac.

« Ce choix massif pour les filières littéraires, souvent guidé par le manque d'orientation ou la perception erronée de la difficulté des matières scientifiques, limite les perspectives professionnelles des candidats, dans un pays qui a pourtant un besoin criant de profils techniques et scientifiques », a-t-on indiqué. Le document renseigne que « seulement 128 mentions Très Bien ont été décernées, tous profils confondus ». Les mentions Bien s'élèvent à 10.172, et les mentions Assez Bien à 6.216 ; soit 7.516 mentions en tout.

<https://lesoleil.sn/actualites/education/premier-tour-du-bac-un-taux-de-reussite-de-2112-enregistre/>



France : L'éducation nationale et l'enseignement supérieur, deux institutions gèrent mal les ruptures de parcours des élèves et étudiants

Chaque année, le rapport de la médiatrice de l'éducation nationale est une fenêtre ouverte sur les dysfonctionnements du système éducatif et universitaire. Et pour cause : le rôle du médiateur est de pacifier les dossiers litigieux entre ces deux institutions, leur personnel et leurs usagers. En 2024, la médiatrice, Catherine Becchetti-Bizot, a noté une augmentation de 25 % sur un an et de 38 % depuis 2019 des saisines qui concernent « des problèmes d'inscription et d'orientation » (elles constituent au total 28 % des saisines des usagers).

Le type de difficultés sur lequel le rapport a choisi de mettre l'accent correspond à des moments-clés du parcours de l'élève et de l'étudiant : il s'agit d'obstacles à la scolarisation, de complexités administratives lors d'un moment de transition, ou de difficultés « entravant le retour dans le système scolaire après une période d'interruption ».

Les familles qui se sont adressées au médiateur académique (ils sont 86, répartis sur le territoire) sont « souvent désespérées », en particulier quand les difficultés d'inscription sont liées à un moment de « rupture » (déménagement, séparation des parents), ou à un redoublement à la suite d'un échec à l'examen. Dans ce dernier cas, la médiatrice souligne que les difficultés de réinscription, qui conduisent les jeunes à manquer parfois plusieurs semaines de classe, accentuent le risque de décrochage scolaire.

« Rigidité administrative »
Ces difficultés percutent d'autant plus les élèves les plus précaires, aux parcours potentiellement plus discontinus. La médiatrice donne l'exemple de cette jeune femme suivie par l'aide sociale à l'enfance, sur le point de fêter ses 18 ans et qui finit – brillamment – son année de 2de en lycée professionnel. Avec la majorité et la fin de l'hébergement en famille d'accueil, l'élève va changer de département entre la 2de et la 1re. Dans un premier temps, elle ne peut pas se réinscrire car elle n'a pas de certificat de domiciliation, puis son nouveau lycée n'a plus de place dans sa filière...

https://www.lemonde.fr/campus/article/2025/07/09/l-education-nationale-et-l-enseignement-superieur-deux-institutions-qui-peinent-a-gerer-les-ruptures-de-parcours_6620130_4401467.html



Innovation, agriculture et enseignement supérieur : L’Algérie et la Chine veulent renforcer leur coopération



Le renforcement de la coopération bilatérale dans les domaines de l’innovation, du développement agricole et de l’enseignement universitaire est au centre de la visite d’une délégation de la commission des affaires étrangères de l’Assemblée populaire (APN) en Chine.

La délégation, conduite par son président Mohamed Khouane, s’est rendue, ce dimanche, dans la ville de Lanzhou (ouest de la Chine), où elle a été reçue par le président du Comité des affaires étrangères de l’Assemblée populaire provinciale. La partie chinoise a présenté en détail « l’importance économique du district industriel de Lanzhou », expliquant avoir conclu d’importants accords dans le secteur de la construction avec plusieurs pays africains dans le cadre de l’initiative « la Ceinture et la Route », selon un communiqué de l’APN. La délégation algérienne a effectué une visite de terrain à la plateforme de gestion immobilière Roy Ling, filiale du Groupe d’investissement pour le développement urbain de la Nouvelle Zone Blanche, qui propose des solutions intelligentes de gestion des bâtiments et de maintenance des équipements immobiliers grâce à sa plateforme numérique qui s’appuie sur un suivi automatisé pour fournir des services de haute qualité.

La délégation a également visité l’Exposition sur le développement économique et social de Ganzhou, où une présentation détaillée des projets de développement agricole et des méthodes innovantes pour accroître et diversifier les cultures a été présentée. L’événement a mis en avant l’utilisation de technologies intelligentes pour la collecte et l’analyse de données afin d’améliorer la production agricole, de protéger l’environnement et de lutter contre les catastrophes naturelles.

<https://www.jeune-independent.net/innovation-agriculture-et-enseignement-superieur-lalgerie-et-la-chine-veulent-renforcer-leur-cooperation/>

Ghana : le président Mahama lance une stratégie nationale pour faciliter l’accès à l’université



Le président ghanéen, John Mahama (photo), a lancé la politique « No Fees Stress » visant à rendre l’enseignement supérieur accessible à tous les Ghanéens. Selon les informations rapportées par Ghana News Agency, l’initiative prévoit de lever les barrières financières entravant l’accès aux établissements publics d’enseignement supérieur en rendant gratuits les frais de scolarité pour tous les étudiants de première année dans les établissements d’enseignement supérieur publics dans le pays.

« Nous construisons un Ghana où les opportunités ne sont pas héritées mais créées ; un pays où l’éducation n’est pas rationnée en fonction de la classe sociale ou de l’argent, mais accordée en fonction du mérite et soutenue par la volonté collective de la République », a déclaré le chef de l’Etat. Le taux brut d’inscription dans l’enseignement supérieur était de 20 % pour les hommes en 2020 contre 18 % pour les femmes, selon l’UNESCO. Dans le pays, les frais de scolarité constituent l’un des obstacles à l’accès à l’enseignement supérieur.

En 2023, les universités publiques ghanéennes ont augmenté leurs frais de scolarité, allant de 40 % jusqu’à 90 % dans certains établissements en raison d’une conjoncture économique difficile. La Loi de finances 2023 autorise les établissements publics à augmenter les frais de scolarité et autres frais applicables aux étudiants de 15 % maximum pour l’année académique 2022/2023, par rapport à l’année précédente. Mais pour les universités, cette hausse ne suffisait pas à couvrir leurs frais de fonctionnement.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/0707-129835-ghana-le-president-mahama-lance-une-strategie-nationale-pour-faciliter-l-acces-a-l-universite>

Martin Pâquet honoré pour ses recherches sur les francophonies canadiennes



Cette récompense couronne l’ensemble de son œuvre consacrée aux cultures politiques et linguistiques du Québec et du Canada

Le 27 juin dernier, lors du 7e Colloque international Langue et territoire tenu à l’Université d’Ottawa, le Centre de recherche sur les francophonies canadiennes (CRCCF) a remis son prix 2025 au professeur Martin Pâquet. Ses travaux, à la croisée de l’histoire politique et de l’anthropologie, explorent les multiples expressions des cultures politiques au Québec et au Canada dans une perspective transnationale.

Professeur au Département des sciences historiques, Martin Pâquet s’est notamment illustré par ses recherches sur les politiques linguistiques canadiennes et sur les processus décisionnels des institutions parlementaires depuis la fin du 17e siècle. Il est coauteur d’un ouvrage devenu une référence dans son domaine, Langue et politique au Canada et au Québec (2010), coécrit avec Marcel Martel, professeur à l’Université York. Il a également codirigé une synthèse sur l’histoire politique canadienne et québécoise, et publié plusieurs études sur l’évolution des relations fédérales-provinciales.

Ses recherches mettent en lumière les rapports complexes entre langue, pouvoir et mémoire collective, tout en révélant les enjeux identitaires vécus par les communautés francophones minoritaires.

En 2022, il a reçu le Prix de l’Assemblée nationale du Québec, décerné par l’Institut d’histoire de l’Amérique française, pour l’ouvrage Brève histoire de la Révolution tranquille, avec Stéphane Savard, professeur à l’Université du Québec à Montréal.

À propos du Prix du CRCCF
Ce prix reconnaît l’excellence de chercheuses, chercheurs, auteures et auteurs dont les travaux portent sur le Canada français, dans l’une ou l’autre de ses dimensions multiples. Il souligne l’admiration de leurs pairs pour la qualité de leur travail, leur apport intellectuel ou leur engagement exceptionnel.

<https://nouvelles.ulaval.ca/2025/07/10/martin-paquet-honore-pour-ses-recherches-sur-les-francophonies-canadiennes-029c4bae-20b2-45fc-900e-7b50853d5bab>